

Montréal, 3 juin 2015 – Communiqué du Mouvement contre le viol et l'inceste (MCVI) à l'occasion de la conférence de presse organisée à la CLES en vue de la fin de semaine du Grand Prix de Formule 1 de Montréal

Le Mouvement contre le viol et l'inceste est un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel actif à Montréal depuis maintenant 40 ans. Nous offrons des services de relation d'aide individuelle et de groupe aux femmes agressées sexuellement, de l'information et de la référence, l'accompagnement dans le processus judiciaire, la défense de droits et la sensibilisation jeunesse et grand public. Nous avons aussi développé, au fil des ans, une expertise dans l'intervention auprès des femmes immigrantes et réfugiées et offrons, dans ce sens, un soutien aux femmes en processus de demande de refuge lié à la violence sexuelle. Chaque année, nous intervenons directement avec plus de 200 femmes de 14 ans et plus agressées sexuellement.

Nous partageons aujourd'hui les raisons pour lesquelles nous souhaitons prendre la parole à l'approche de la fin de semaine du Grand Prix de Montréal.

Il est bien connu que les activités liées à l'industrie du sexe explosent durant ces quelques jours en raison d'une demande accrue pour des services sexuels.

Rappelons qu'une forte majorité de femmes qui sont dans l'industrie du sexe, soit au-delà de 80%¹, souhaiteraient pouvoir en sortir ;

Rappelons que de très nombreuses femmes qui sont dans l'industrie du sexe ont un vécu d'agression ou d'abus sexuel dans l'enfance, avec toutes les conséquences que ceci peut entraîner ;

Rappelons que les agressions sexuelles, tout comme la participation à des activités liées à la prostitution, laissent des marques qui peuvent être physiques mais aussi psychologiques : comportements auto-destructeurs, pensées suicidaires, perte de l'estime de soi, signes de stress post-traumatique, difficultés relationnelles, toxicomanie, marginalisation à plusieurs niveaux.

¹ Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (2014). *Connaître les besoins des femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services : Rapport sommaire*, p.5.

Nous disons que l'industrie du sexe fait partie d'un continuum de violence envers les femmes et que l'argent fait croire aux clients qu'ils ont tous les droits. Malgré ce que certains peuvent croire et comme si l'argent remplaçait le droit au consentement, oui, des femmes offrant des services sexuels sont agressées sexuellement et sont la cible d'actes violents.

À l'approche de cette fin de semaine du Grand Prix, nous sommes donc préoccupées, inquiètes de savoir que des femmes et des filles mineures afflueront de partout au pays pour répondre à leurs proxénètes et à la demande de clients venus combler à bon prix leurs fantasmes sexuels.

Nous sommes inquiètes parce que des jeunes femmes fugeront probablement des centres jeunesse, attirées par le côté glamour mis de l'avant par l'industrie du sexe et l'attrait de l'argent.

Nous dénonçons que des femmes au statut précaire ou sans statut, racisées, autochtones, soient exploitées par une industrie raciste qui permet de commander les femmes selon leur couleur et les stéréotypes qui sont associés à leur origine : une latina chaude, une asiatique douce, en veux-tu, en v'là, y'a qu'à commander.

Nous sommes aussi inquiètes parce qu'il a été porté à notre attention que dans le quartier Villeray où nous sommes installées, du recrutement à des fins d'exploitation sexuelle a lieu auprès de mineures, dans les lieux publics, pendant la coupe Rogers. La réputation de la fin de semaine du Grand Prix n'est plus à faire à ce sujet.

Comme intervenantes auprès de femmes agressées sexuellement, nous connaissons les barrières qui s'érigent pour les femmes lorsqu'elles souhaitent porter plainte contre un agresseur sexuel. Il est d'autant plus difficile de le faire lorsqu'il s'agit d'un client. Ces derniers, lorsqu'ils viennent passer un weekend en touriste, ont donc la conscience tranquille : sans attache à la communauté d'accueil, ici dans l'attente de vivre des moments d'intensité à tous les niveaux, ils peuvent agir dans un climat d'impunité, car ils ne craignent pas d'être dénoncés. Même s'ils l'étaient, comment les retrouver, comment les identifier? Sous le couvert de l'anonymat, tout est permis. Ce climat est fertile aux excès, notamment aux agressions sexuelles envers les femmes qui sont dans l'industrie et qui répondent à la demande.

Le 6 décembre, le gouvernement canadien a adopté une loi en matière de prostitution, reconnaissant l'importance de tenir les proxénètes et les clients responsables de la violence qu'ils perpètrent et perpétuent envers les personnes, femmes et hommes, qui sont dans l'industrie du sexe et ses activités connexes. En mars, le gouvernement québécois a tenu une commission parlementaire sur les agressions sexuelles et il tiendra des forums itinérants sur la question dans les

semaines à venir. Nous interpelons les autorités municipales, soit la ville de Montréal, son service de police ainsi que Tourisme Montréal à mettre en application la nouvelle loi, à mettre en place des stratégies concrètes dans l'intérêt de la protection des femmes, mineures et adultes, et à combattre le tourisme sexuel par des actions et des messages clairs pour qu'enfin Montréal cesse d'être une destination par excellence de tourisme sexuel au pays.